

SOS JUSTICE & DROITS DE L'HOMME

Mirella LO NEGRO-CARBONATTO
Présidente

Lieutenant LEBLANC
Commandant de Brigade
Gendarmerie nationale
68, Allée du DOCTEUR MAFFET
Le Bar-sur-Loup
Tél : 04 93 42 40 06
Fax : 04 93 77 54 93

RAR et Fax

Nice, le 15 décembre 2010

Affaire : Mirella LO NEGRO-CARBONATTO/l'étude de Maître Gérard FISCHHOFF – Lucette NICOLAÏ, Romain PROST, Huissiers de Justice à Vence.

Objets : plainte déposée au Parquet de Nice le 12 décembre 2010

Constitution d'un avocat

Demande de jonction des instances pénales

Demande de cessation des poursuites

Copie pour information de la plainte adressée au Parquet de Nice le 12 décembre 2010

Monsieur le Commandant,

Pour votre bonne information, je tenais par la présente à vous adresser copie de la plainte adressée le 12 décembre 2010 à Monsieur Eric de MONTGOLFIER – Procureur de la République près du Parquet du TGI de Nice.

Cette plainte fait suite à l'intrusion malvenue de l'un de vos hommes X qui sous prétexte de me rechercher, s'est cru obligé, le vendredi 10 décembre 2010, au matin, de harceler par 4 fois au téléphone mon ex-belle-mère et de se rendre au domicile de celle-ci, accompagné de sa délégation pour me rechercher. Ce, en se permettant de surcroît, de violer toutes les règles de la procédure en refusant notamment de m'adresser une convocation par écrit et en s'abstenant volontairement de communiquer son nom, tant aux membres de ma famille, ainsi qu'à moi-même alors que je le lui réclamaï à 4 reprises au cours de notre communication téléphonique établie vers lui, le vendredi 10 décembre 2010 à 15 H 40.

S'agirait-il par hasard d'une « procédure secrète » pour que ce Monsieur se permette toutes ces libertés et refuse de communiquer son nom ?

Celui-ci ayant encore l'intention de violer les règles de la procédure, en entendant me fixer un rendez-vous par téléphone en me téléphonant le 2 janvier 2011. Je tenais à vous informer que la personne X de votre Gendarmerie est visée dans ma plainte qui a été déposée, à l'encontre de :

Monsieur Robert Michel, Maître Christophe Di Natale – Avocat, le Zélé X de la Gendarmerie de Le Bar Sur Loup, l'étude Lucette NICOLAÏ, Romain PROST, huissiers de justice associés, contre X et toute personne que l'instruction de la plainte désignera.

Aux motifs de :

Faux en écritures publiques et usages de faux
Harcèlement, Menaces et tentatives d'intimidation
Abus d'autorité, Manœuvres organisées en bande
Provocation à commettre une infraction

Escroquerie - Escroquerie aux jugements – Escroquerie à la Préfecture des Alpes-Maritimes

Maître Philippe FORTABAT LABATUT – Avocat s'étant constitué dans ce dossier à ma demande. Il a l'intention de formuler auprès de Parquet de Nice, une demande de jonction des deux instances pénales, afin que les personnes désignées dans ma plainte soient entendues et que les deux procédures soient jugées en même temps. Maître Philippe FORTABAT-LABATUT devant vous adresser un fax pour vous le confirmer dans les heures à venir.

Je vous saurais gré en conséquence, de bien vouloir ordonner la cessation des poursuites dirigées à mon encontre et de vous rapprocher dans les meilleurs délais du Parquet de Nice, afin de prendre tous vos renseignements.

Les coordonnées ci-dessous de Maître Philippe FORTABAT-LABATUT
Avocat près la Cour d'Appel de Paris
6, Villa Belliard - 75018 paris
Tél. : 01 75 43 18 90 - Fa x : 01 75 43 18 96

Par ailleurs, sachez pour votre information que j'ai demandé au Parquet de Nice, de vérifier si j'ai été placée sur écoutes téléphoniques et pour quels motifs ?

Comptant sur vos extrêmes diligences et vous souhaitant bonne réception des présentes,

Je vous prie d'agréer Monsieur le Commandant, l'expression de mes très respectueuses salutations.



Mirella LO NEGRO – CARBONATTO
Présidente

P.J. : Plainte adressée au Parquet de Nice le 12 décembre 2010
Copie pour information : Maître Philippe Fortabat-Labatut – Avocat
Le Parquet de Nice
Pour information : Dossier prévu pour sa large diffusion sur Internet.



Association Loi 1901
4, rue Blacas - 06000 NICE
N° SIRET : 489 848 093 00014 - Code APE : 913 E
Tél.: 0899 230 140 - Code d'accès : 18188
www.sos-justice.com
contact@sos-justice.com